

## Saignés comme des cochons !

## Edito

Travailler plus pour gagner rien, travailler la nuit, travailler dimanches et jours fériés, doubler son temps de trajet pour aller au travail dans un bus « déréglementé » ... la loi Macron-Gattaz n'est autre qu'une liste de courses dictée par le second au premier. La boucherie-charcuterie Valls-Macron vous garantit de réduire le droit social en chair à saucisse et de faire de vos conditions de travail un pâté de compétitivité.

Quand on est là pour servir la devise « liberté-égalité-fraternité » on doit tenir compte du fait que si l'on supprime une de ses composantes, c'est l'ensemble qui se casse la gueule. La journée de grève et la manifestation du 9 avril sont l'occasion de protester contre les politiques d'austérité et de rappeler nos exigences au niveau national d'une autre politique salariale, sociale et fiscale. C'est aussi l'occasion de rappeler comment ces exigences se déclinent sur l'ensemble du champ du ministère de la culture (lire le communiqué de l'intersyndicale culture p.2) ainsi que sur le secteur de l'archéologie .

Aujourd'hui, alors que la mission parlementaire conduite par la députée Martine Faure mène ses travaux le Ministère de la Culture présente un encéphalogramme plat sur l'archéologie préventive. L'inaction de la Ministre est totale comme a pu le démontrer la rencontre avec son cabinet du 30 mars 2015 (lire p.3).

Aujourd'hui ne rien faire c'est plus que jamais faire mourir le dispositif. Soyons nombreux et visibles le 9 avril.

Ça se passe comme ça chez Mac-ron !



Départ de la manif à Paris : 13h00 place d'Italie.  
Cortège culture (dont archéo avec le gaulois) :  
RDV devant la manufacture des Gobelins, Métro Les  
Gobelins à 13h00.

Pour connaître les manifestations en province (notamment dans le sud) : <http://www.carte.cgt.fr/index.php>

**TOUS ENSEMBLE EN GREVE ET EN MANIF LE 9 AVRIL  
cochon qui s'en dédit !**

## **9 avril : le ministère de la culture en mouvement**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent tous les salariés, les retraités et les privés d'emplois, du privé et du public à l'action et à la grève le 9 avril prochain avec une grande manifestation nationale à Paris. Elles veulent ainsi faire converger les revendications qui s'expriment dans de nombreux conflits sociaux dans des branches comme la santé, l'énergie, les transports routiers, les cheminots, la chimie, le commerce et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent par des mesures de progrès social.

Ces derniers restent sourds à la colère qui grandit et continuent de marteler contre vents et revers que le seul horizon possible serait celui de la rigueur budgétaire, des suppressions d'emplois d'agents publics et de fonctionnaires, les privatisations. Tout cela conduit depuis des dizaines d'années à la dégradation de notre qualité de vie et de nos conditions de travail, à un recul du service public.

Si la société se lézarde jour après jour, c'est indéniablement parce que les inégalités ne cessent de s'accroître et que les injustices deviennent insupportables. Tandis que la pauvreté et la précarité se propagent et que l'on demande aux salariés de se serrer un peu plus la ceinture, les profits des entreprises du CAC 40 explosent (+ de 30% en 2014) pour battre de nouveaux records. La France se situe sur la troisième marche du podium mondial en ce qui concerne les dividendes versés aux actionnaires. Bonjour, le coût du capital !

**Au ministère de la culture, nos organisations syndicales veulent se saisir du 9 avril pour faire avancer les revendications que vous** connaissez et que nous portons avec vous depuis plusieurs mois. Ces revendications sont majoritairement partagées, elles sont justes et légitimes et discutées régulièrement dans les assemblées des personnels. Mais face à un gouvernement et à un cabinet ministériel qui jouent la montre, nous avons un besoin urgent de mobilisation.

**Au ministère et pour toute la Culture, tous ensemble, faisons du 9 avril une journée revendicative, une journée de rassemblement et de grève.**

Paris, le 27 mars 2015

Le 9 avril, dans la force de l'unité qui caractérise le ministère de la culture, nous avons l'occasion de nous battre avec efficacité sur les priorités suivantes :

► **Salaires et carrières** : au ministère de la culture, c'est la misère et nous ne pouvons plus l'accepter ; une hausse du pouvoir d'achat s'impose, elle passe par le dégel du point d'indice et par des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années ; les carrières doivent enfin trouver des débouchés, cela vaut pour toutes les catégories et en priorité pour les plus bas salaires. En agissant sur les salaires et les carrières, nous améliorerons aussi le niveau des retraites, lui aussi aujourd'hui scandaleusement bas.

► **Emploi et métiers** : nos missions et nos métiers (qui doivent absolument être préservés et transmis) ont besoin d'emplois et d'emplois stables ; il est juste d'exiger la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public ; c'est indispensable pour faire reculer la précarité et protéger les conditions de travail ; c'est également indispensable pour répondre aux attentes des usagers avec le souci constant de l'égalité et de la solidarité.

► **Réforme territoriale, DRAC et STAP** : la réforme territoriale risque de se traduire par une vaste restructuration de l'appareil d'État ; elle percute de plein fouet les DRAC et les STAP ; elle touche aussi à l'administration centrale, à l'enseignement supérieur et à la recherche, posant la question de l'avenir de notre ministère ; nous exigeons la préservation de l'outil de travail, de toutes les unités de travail et de tous les emplois là où ils sont ; les territoires et les populations ont besoin des services déconcentrés du ministère.

► **Le 7/7, d'abord au Louvre, à Orsay et Versailles, et après...** : nous devons faire barrage à cette mesure qui vise en vérité à l'accélération de la marchandisation de la culture, et à la déréglementation du travail à la mode Macron ; nous devons stopper toutes les externalisations du patrimoine et retrouver la voie d'un service de qualité ouvert à tous les publics.

► **Archéologie préventive** : là encore, la mise en concurrence et la marchandisation mettent en danger le patrimoine ; maltraiter ainsi le passé, c'est insulter l'avenir ; nous continuons à exiger un pôle public de l'archéologie préventive, ainsi qu'une maîtrise d'ouvrage publique dans ce secteur.

## Tous en Manif le 9 avril !

*L'intersyndicale archéologie a été reçue ce lundi 30 mars 2015 par le Cabinet de la Ministre de la Culture et de la Communication. Cette réunion de négociation fait suite au dépôt du préavis de grève par l'intersyndicale ([http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/2015\\_03\\_25\\_preavis\\_de\\_greve\\_9\\_avril\\_2015.pdf](http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/2015_03_25_preavis_de_greve_9_avril_2015.pdf)) pour la journée de mobilisation interprofessionnelle du jeudi 9 avril 2015. Etaient présents le conseiller patrimoine, David Zivie, le conseiller social, François Romaneix, ainsi que des représentants de la direction générale des patrimoines dont le sous-directeur à l'archéologie, Benoit Kaplan.*

L'intersyndicale a introduit la réunion en indiquant que l'archéologie préventive est un exemple criant de choix libéraux qui mettent à mal le service public. Que cette situation ne fait qu'empirer de mois en mois, comme le démontrent les nombreuses suppressions d'emplois dans les services archéologiques de collectivités territoriales, l'érosion de l'activité de fouille et de diagnostic de l'Inrap, l'incertitude du devenir des Services Régionaux de l'Archéologie, la défaillance d'opérateurs privés entraînant aussi de nombreux licenciements. Tout ceci montre que le dispositif actuel est synonyme de concurrence commerciale effrénée opposant les personnels entre eux au détriment des collaborations scientifiques, qu'il favorise le développement de la précarité et entraîne une forte dégradation des conditions de travail et une baisse de la qualité scientifique des opérations. Cela conduit à une perte de sens grandissante pour les personnels dans l'exercice de leurs missions. Missions qui sont aujourd'hui assimilées de plus en plus à une archéologie alibi pour permettre de libérer des terrains de la contrainte archéologique alors qu'elles devraient être guidées par la sauvegarde du patrimoine archéologique et la production de connaissances pour le bien de toute la collectivité.

Le Cabinet de la Ministre a répondu que c'était bien pour résoudre cette situation que le premier Ministre a diligenté une mission parlementaire, conduite par Martine Faure. Il a été annoncé qu'étant donné l'ampleur de la tâche, cette mission sera prolongée par le premier Ministre pendant tout le mois d'avril, pour un rendu de rapport début mai. Le Cabinet a aussi indiqué qu'il était aujourd'hui encore trop tôt pour connaître les propositions de la députée. Le Cabinet a aussi confirmé que le projet de loi « création, architecture et patrimoine » ne sera pas examiné avant la rentrée de septembre...

L'intersyndicale a insisté sur le fait que la mission « Faure » était une chose, mais que depuis un an le ministère n'avait rien fait de concret pour empêcher que la situation ne continue à se dégrader. Que ce soit en termes de contrôle scientifique et technique ou financier concernant notamment les opérateurs privés lors des demandes de renouvellement des agréments. A cet effet, les dispositions législatives actuelles, bien qu'insuffisantes, offrent au ministère des moyens de renforcer ces contrôles. Force est de constater que le ministère ne s'en est pas emparé et ce malgré les relances de l'intersyndicale...

**Il est apparu clairement au regard du déroulé de cette réunion d'une heure trente que le ministère de la culture s'est clairement dépossédé du sujet dans l'attente des résultats de la mission parlementaire. Le miracle Martine Faure aura-t-il lieu ? Réponse en mai...**

**En attendant, l'intersyndicale archéologie appelle tous les personnels (INRAP, SRA, Collectivités Territoriales, privés, etc) à se mobiliser le 9 avril et à rejoindre la manifestation nationale à Paris :**

**RDV M° Gobelins à 13h pour un large cortège intersyndical Culture  
ou les manifestations locales organisées principalement dans le sud de la France  
(cf : <http://www.carte.cgt.fr/index.php>).**

Paris, le 31 mars 2015.

Communiqué de l'intersyndicale archéologie (CGT/SUD/FSU/CNT)





# Les archéologues à l'assaut de la cathédrale d'Amiens !!!

*Ce mercredi 25 mars 2015, une quinzaine d'archéologues de l'Inrap, venus de toute la région Picardie, ont réalisé une action sur Amiens.*

Une première banderole «Archéologie Publique en Danger» a été déroulée sur la tour nord de la cathédrale d'Amiens, et une seconde «Sauvons le service public de l'archéologie» a été dépliée sur le parvis du monument. L'action a été accompagnée de la diffusion de tracts afin de sensibiliser la population et d'attirer l'attention des médias et du ministère de la Culture.



Les archéologues ont dénoncé la situation catastrophique de

l'archéologie préventive due à un système concurrentiel de plus en plus agressif. Ils ont insisté sur la nécessité d'un retour au monopole public de l'archéologie préventive.

Cette action intervient dans un contexte spécifique puisqu'une mission parlementaire sur l'archéologie est en cours et ses conclusions sont attendues pour la fin de ce mois.

Les revendications ont été relayées par la presse locale, écrite et télévisuelle (Courrier Picard, France 3 Picardie).

à Amiens le 25 Mars 2015

Communiqué de l'intersyndicale locale (CGT/SUD/CNT)



Bulletin d'adhésion au SGPA CGT-Culture Mars 2015

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Région : .....

Tel : ..... Email : ..... INRAP SRA Autre : .....

A retourner à CGT-Culture, 61 rue de Richelieu, 75002 PARIS - email : [sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr](mailto:sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr)

Tel : 01 40 15 51 86 - Fax : 01 40 15 51 77 - internet : <http://www.cgt-culture.fr> 4